



Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Cession à la Ville de Montpellier de la parcelle RH n°14 partie sise commune de Montpellier - Extension du Skatepark de Grammont et création d'un centre d'entraînement de BMX Free style - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le complexe sportif municipal de Grammont propose au grand public et aux associations sportives divers équipements sportifs dont un skate-park doté de nombreux modules pouvant accueillir toutes les disciplines de la filière : skate, rollers, bicross et BMX. Depuis sa création en 1992 des modifications ont permis d'adapter cet équipement aux besoins immédiats. Cependant, l'évolution des pratiques de ces sports est telle que le site ne correspond plus aux attentes des usagers.

Par conséquent, par délibération du 6 février 2019, le Conseil municipal a approuvé le projet de réhabilitation du skate-park de Grammont et la création d'un centre d'entraînement de BMX Free Style. Cette opération de réhabilitation est une opportunité pour la Ville de créer un lieu spécifique dévolu à l'entraînement du Pôle France BMX Free Style de la Fédération Française de Cyclisme en vue des Jeux Olympiques et Paralympiques de l'été 2024. Ce programme consiste en la réalisation de travaux permettant l'adaptation des structures du skate-park existant, la réalisation de nouveaux équipements de skate-park, la création d'une zone dévolue à l'entraînement BMX, l'aménagement d'un espace vert, la création d'un bâtiment modulaire de 275 m² composé d'une salle de réunion, d'un hall d'accueil, de sanitaires mixtes, de vestiaires, d'un bureau, d'une infirmerie, de trois locaux de stockage, d'un local-atelier de réparation vélo.

Le périmètre de ce nouvel équipement s'étend sur environ 1,5ha, mobilisant environ 5 000 m² sur la parcelle RH 15 propriété de la Ville, correspondant à l'emprise de l'équipement actuel, et environ 9 587 m² d'emprise sur la parcelle contigüe RH 14, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, actuellement aménagée en parking.

La Ville a donc sollicité auprès de Montpellier Méditerranée Métropole la cession du foncier nécessaire à la réalisation de ce projet.

La Métropole est devenue propriétaire de cette parcelle en 2016 dans le cadre d'un transfert de propriété des équipements culturels de Zénith Sud opéré à titre gratuit sur la base de l'article L.5217-5 du Code général des collectivités territoriales. Il est donc proposé de céder ce foncier à la Ville de Montpellier à l'euro symbolique eu égard aux conditions d'acquisition et à la destination publique du bien en dérogation à l'évaluation onéreuse réalisée par les services de France Domaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la cession à la Ville de Montpellier d'une emprise d'environ 9 587 m² issue de la parcelle RH 14 sise commune de Montpellier, située Allée Manitas de Plata moyennant le prix d'un euro symbolique ;
- De demander à Maître LASCOMBES, notaire à Montpellier, de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- De dire que la recette sera inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160739-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avis 2021.34172.28134 RH 14.pdf
- plan cadastral Skate park Grammont.pdf
- plan de géomètre RH 14a.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.